

Avec cette administration, pas de réforme possible de l'Éducation nationale



Depuis cinq ans, l'Éducation nationale a resserré son emprise et son contrôle sur les esprits, cela nous le savons. Mais ce que l'on sait moins, c'est qu'elle a resserré aussi les possibilités de contacter les lycées et collèges de France, autrement dit son emprise matérielle.

Il existait il n'y a pas si longtemps un moyen simple si on voulait envoyer un message à un établissement : les sites internet et le menu « contacts ». Aujourd'hui, un moyen simple de vérifier l'emprise de l'administration sur le lycée que vous voulez contacter consiste à regarder le « contact ». S'il commence par « ce » suivi d'un chiffre, puis « ac. » (pour académie) alors vous pouvez être certain qu'il y a peu de chances pour qu'on vous réponde.

La structure éditoriale de l'Éducation nationale s'appelle désormais « Canopé », (depuis deux ou trois ans). Allons sur

la toile, tapons, la page s'ouvre devant nos yeux émerveillés : « Pour l'école de la confiance », et « Nouveaux enseignants », avec toute une flopée d'ouvrages proposés, aux titres grisants et aux prix affolants : *Le guide du nouvel enseignant* (17,50 euros), *Découvrir le cerveau à l'école*, *Magist@re*, *L'école en Algérie*, *l'Algérie à l'école* (gratuit, autrement dit, c'est nous qui le finançons et, si on en juge la couverture, il a du coûter une fortune). Suit toute la série de livres sur les méthodes nouvelles pour enseigner : *La grammaire nouvelle à l'école* ou *Faire de la grammaire avec les nouveaux programmes*. Et si on est un peu curieux, on peut trouver l'objectif général affiché dans le secondaire, pour en faire des citoyens. Pas pour les instruire, ça non...

Hormis *Le guide du nouvel enseignant*, et les *52 méthodes pour enseigner dans le secondaire*, tout le reste est gratuit. Croit-on que les jeunes enseignants ont un besoin criant d'un livre sur l'école en Algérie ? Qui finance toute cette littérature gratuite ? Qui paie pour toute cette propagande méthodologique ?

Avant la valse des réformes depuis quatre ou cinq décennies, les familles pouvaient aider leurs enfants, au moins dans le primaire, parce qu'elles connaissaient un peu le « paralangage », comme disent les cuistres. Il fallait enrichir, voire renouveler les méthodes et sans doute une partie des programmes mais sur un fonds permanent qu'on eût maintenu, et en intégrant avec prudence les apports récents dans les domaines scientifique et littéraire.

Il était sans doute insupportable à tous les Justes de la terre de France ayant un quelconque mandat politique que des mères françaises ou issues de l'immigration puissent expliquer une règle grammaticale simple à leur progéniture. Il fallait détruire la langue dans laquelle les explications se donnaient et qui assuraient des exercices mécanisés. « Camarades, si le soleil ne brille que pour la bourgeoisie, nous éteindrons le soleil ». Alors, camarades socialistes, si la grammaire ne

brille que pour la bourgeoisie, détruisons la grammaire. Ou modifions-la de telle manière que ceux qui pouvaient encore aider leurs enfants ne le puissent plus.

Le ministre a changé, certes, mais l'Administration dispose de structures solides, opaques, et désormais solidement verrouillées.

Inutile de nourrir trop d'illusions. Ça sera long pour redécouvrir la raison et la liberté de réfléchir dans nos écoles, sur fond d'une authentique culture française et européenne, car, n'est-ce pas, nous n'avons pas attendu Jean Monnet ou Robert Schumann pour notre République des Lettres ?

Notre nouveau ministre est-il au courant que les jeunes enseignants doivent payer l'ouvrage destiné à les aider, pendant qu'on distribue gracieusement un livre d'art en couleur sur l'école en Algérie et l'Algérie à l'école ?

Il serait bon de l'en informer, ainsi que, accessoirement, nos concitoyens.

Laure Fornes